



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Si nous sommes aujourd'hui réunis pour le mouvement des collègues, c'est parce que nous avons le souci de ne pas mettre ceux-ci en difficultés, parce que nous connaissons les attentes liées à cette phase principale. Nous avons donc décidé de présenter une délégation SNUipp/FSU à cette CAPD.

En effet, aujourd'hui est également un nouveau jour de grève et de mobilisation pour s'opposer à la loi travail. Sans revenir en détail sur ce qui nous oppose à cette loi régressive, imposée à renfort de 49/3 nous souhaitons faire un parallèle entre cette loi et ce que connaît (et connaîtra à coup sûr) la fonction publique.

L'article premier de cette loi suffit à la disqualifier, il subordonne les droits et libertés des salariés au « bon fonctionnement de l'entreprise ». Il scelle la remise en cause historique, théorique, juridique d'un siècle entier de Code du travail.

En ne voulant plus de durée légale pour tous, en actant le règne des dérogations, les projets El Khomri, Badinter, Macron, cassent les relations de travail au détriment du corps humain, de sa santé, de la vie de famille et de l'emploi pour tous.

La notion de durée légale est de facto supprimée. Les syndicats majoritaires pourront être court-circuités par les syndicats minoritaires qui auront le droit d'en appeler au patron pour qu'il monte un référendum à ses ordres. C'est le come-back de l'employeur-maître !

La médecine du travail, les prud'hommes, l'indépendance de l'inspection du travail, les institutions représentatives du personnel sont laminés. Les licenciements abusifs verront leurs condamnations amoindries.

**Et pourtant, à quoi sert de faciliter les licenciements ?** À faciliter les licenciements ! Pas à faire de l'embauche. Ce projet de loi vaut déclaration de guerre à des millions de salariés.

On comprend que les salariés, les jeunes s'indignent. Que leur promet-on ? La précarité en début, au milieu et en fin de vie active. L'avenir bouché, interdit. Des jeunes, des salariés méprisés au travail.

Notre place, votre place, la place de tous les parents devrait être dans la rue, aux côtés des jeunes. La place de tous les salariés devrait être dans la rue, pour s'opposer à ce recul historique. La place de tous les salariés du public devrait être dans la rue : tout ce qui est imposé par force au privé l'est de la même manière à la fonction publique quelques années plus tard.

Et puis faisons le parallèle avec la RGPP. Sous couvert de « responsabilité » et de « rationalisation », la RGPP est une belle preuve de terrible entreprise de démantèlement et d'application des normes du privé à la fonction publique. Mise en place en 2007 et poursuivie chaque année depuis, elle est allée du plus voyant (principe de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux pendant des années, embauche de salariés précaires en dehors des concours de la fonction publique ...) au plus sordide (super-primes accordées aux préfets et aux recteurs en fonction des postes supprimés). La RGPP a dégradé le service rendu aux usagés, a privé des territoires sinistrés de services publics et a provoqué de graves souffrances chez les personnels. Mais ce n'était qu'un début : avec la loi travail , le pire reste à venir !

L'Education n'est pas épargnée, ses personnels non plus : le nombre de situations médicales, le nombre de prises de contact avec le CHSCT, la demande croissante de disponibilités, de temps partiels, le nombre de recours lors des affectations, le nombre de collègues laminés après des inspections, des injonctions, ... La liste est longue de ce qui nous inquiète et qui devrait, en tant que supérieur hiérarchique au rôle « protecteur » vous alarmer.

Alors, encore une fois, nous faisons valoir aujourd'hui que notre choix de siéger à été difficile et nous ne souhaitons pas que notre rôle de militant et de syndicaliste soit réduit à celui de représentant des personnels. Nous sommes debout pour secouer la tyrannie des marchés financiers qui n'en ont jamais assez. Nous sommes debout pour dire qu'il faut adapter le travail à l'humain et non l'inverse. Nous sommes de tout cœur avec nos camarades dans la rue !

« La meilleure forteresse des tyrans, c'est l'inertie des peuples ». Cette vieille formule de Machiavel n'a rien perdu de son actualité. Comme citoyens, comme salariés, comme parents, comme militants, nous ne resterons pas inertes !

Nous, militants du SNUipp/FSU voulons une société plus juste et plus solidaire et refusons les fausses solutions qui sont de vraies régressions.

